

Salon des Maires de France à Paris L'intersyndicale présente

Le 102^e congrès des Maires de France s'est tenu à Paris du 19 au 21 novembre, intitulé « les Maires au cœur de la république ».

A cette occasion, l'Intersyndicale occupait un stand afin de rencontrer et d'échanger avec les élus en leur remettant un livret reprenant nos revendications (► [Livret à destination des élus](#)) et les alerter sur la situation de notre administration.



**salon
des maires**
et des collectivités locales
19, 20 et 21 novembre 2019
Porte de Versailles - Paris - France

Le secrétaire **F.O.-DGFIP** de la Marne a représenté le syndicat national en compagnie de militants FO.



SIMULACRE DE CONCERTATION

De nombreux élus dont certains de la Marne nous ont fait part du simulacre de « concertation » auquel ils avaient soi-disant été associés pour la mise en place du « Nouveau Réseau de Proximité » (NRP).

Une chose est certaine, le prétexte du « 30 % de points de contacts supplémentaires » pour en réalité supprimer le réseau des trésoreries et fusionner les SIP et SIE, ça ne passe pas.



DIRECTEUR GÉNÉRAL INTERPELLÉ

Le Directeur Général de la DGFIP, Mr Fournel, s'est déplacé sur le stand de l'intersyndicale. Il a été interpellé par deux élus très remontés sur le NRP et les conséquences de la fermeture des trésoreries, SIP, SIE... et le recul de l'accueil de proximité des usagers.

AFFLIGEANT ET CONSTERNANT

L'intersyndicale s'est invitée à la conférence organisée par la Direction Générale à destination des élus sur le NRP.

Nous avons assisté un spectacle de propagande affligeant et consternant durant 45 minutes.

Cette conférence limitée à 1 heure n'a laissé donc que peu de temps aux élus et à l'intersyndicale d'intervenir (► [Communiqué de l'Intersyndicale](#)).



LE NUMÉRAIRE CHEZ LES BURALISTES

Le « zéro cash » va être appliqué en 2020 dans nos services. Depuis 2002, 40 000 emplois et la moitié des trésoreries ont été supprimés.

Le gouvernement va ainsi confier à La Française Des Jeux (FDJ) l'encaissement des paiements en numéraire et en carte bleue. Il en profite pour transférer aux buralistes une mission qui relève du service public.

coût global de 2 euros par acte
1,5 € pour le buraliste
0,5 € pour FDJ

QUI VA PAYER ?



DEFENSEUR DES DROITS

Ce salon a permis de rencontrer le Défenseur des droits, Mr Jacques TOUBON, auprès de qui **F.O.-DGFiP** s'est longuement entretenu.

Nous lui avons rappelé la situation de la DGFiP où le NRP porte gravement atteinte à la qualité du service public de proximité pour les usagers. Ces derniers se trouvent souvent démunis face au « tout numérique » et les propos exprimés en 2018 par notre DG voulant désintoxiquer les usagers de l'accueil.

Le Défenseur des droits, qui a pour mission de veiller au respect des droits et des libertés par l'administration de l'État (art 71-1 de la Constitution) a rappelé les termes de son rapport publié en début d'année 2019 : ► [Rapport du défenseur des droits : dématérialisation](#).

Si Internet n'est pas en mesure d'apporter une amélioration suffisante et efficace des droits des usagers, les permanences non plus !!!

Ces structures « dites d'accueil », censées remplacer nos Trésoreries, ne serviront que de « boîte aux lettres » en raison de la technicité des questions des usagers.

UNE SEULE SOLUTION
LE MAINTIEN DE NOS SERVICES !!!



Secrétaire Départemental : Sylvain COMMENCAISTél : 06 17 40 61 39

Mail : fo.ddfip51@dgfip.finances.gouv.fr

Site : fo-dgfip-sd.fr/051